

# CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ACTIVITÉS LOGISTIQUES – Septembre 2023

Dans les présentes conditions générales de vente, "DACHSER" désigne Dachser France, SAS au capital de 13 053 687 €, immatriculée au greffe de la Roche sur Yon sous le numéro 546 650 334 ainsi que ses filiales logistiques françaises.

## ARTICLE 1 – OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

Toute prestation logistique effectuée par DACHSER est régie par les présentes conditions générales de vente.

Les conditions générales de vente ont pour objet de définir les modalités d'exécution des activités et prestations logistiques, d'entreposage et accessoires. Les prestations de transport sont régies par des conditions générales propres à cette activité.

Tout engagement, ou opération quelconque d'entreposage et/ou de logistique avec DACHSER vaut acceptation sans aucune réserve, par le Client des conditions ci-après définies, sauf conventions particulières entre les parties.

Le Client est celui qui demande l'exécution de la prestation.

## ARTICLE 2 – NATURE DES MARCHANDISES

Sauf accord écrit exprès de DACHSER, les produits confiés ne doivent pas nécessiter de conditions particulières de manutention ou de stockage au sens de la réglementation sur les installations classées. A défaut, DACHSER se réserve le droit de refuser la marchandise et/ou de la retourner au Client à ses frais exclusifs.

Le Client s'engage à prendre à sa charge l'ensemble des coûts générés par la présence de nuisibles à l'arrivée de sa marchandise sur le lieu d'exécution des prestations. DACHSER se réserve le droit de retourner la marchandise concernée au Client à ses frais exclusifs.

Sauf accord préalable et exprès de DACHSER, les produits suivants sont exclus de toutes prestations logistiques :

- Les marchandises dangereuses relevant de la rubrique n°4 de la nomenclature ICPE,
- les marchandises fragiles, et/ou périssables,
- les animaux,
- les objets de valeur.

Le Client répond de toutes les conséquences d'un manquement à l'obligation d'information et de déclaration sur la nature et les particularités des marchandises.

## ARTICLE 3 – PRIX DES PRESTATIONS

Les prix sont calculés sur la base des prestations à effectuer, de la zone géographique de stockage, de la nature, du poids et/ou du volume, des marchandises à stocker et manutentionner.

Une majoration peut être appliquée pour les produits nécessitant un traitement particulier ou pour les prestations particulières.

Nos tarifs sont susceptibles d'être modifiés à tout moment, suivant l'évolution de la conjoncture économique ou sociale.

Dans l'hypothèse où DACHSER aurait réalisé des investissements en vue de réaliser les prestations pour le compte du Client, ces investissements seront pris en charge par le Client.

## ARTICLE 4 - DÉLAIS

DACHSER prendra toutes les dispositions utiles pour assurer la mise en place dans les délais qui lui sont impartis des moyens matériels et/ou humains nécessaires à la bonne exécution de la prestation, dans la limite des données et contraintes techniques imposées par le Client.

## ARTICLE 5 – CONDITIONNEMENT - EMBALLAGE

La marchandise doit être conditionnée en carton ou en palette, emballée ou contremarquée de façon à supporter une opération de stockage exécutée dans des conditions normales, ainsi que les manutentions successives qui interviennent nécessairement pendant le déroulement de ces opérations.

Les parties peuvent convenir d'un prêt de palettes ainsi que de l'exécution de prestations annexes moyennant rémunération.

## ARTICLE 6 – INVENTAIRE

Un inventaire complet du stock sera réalisé contradictoirement entre les parties, tous les ans, sur les jours travaillés normaux. La date précise des jours de cet inventaire sera fixée entre les parties deux mois à l'avance.

Le Client accepte un taux de freinte de 5 (cinq) pour mille de la somme des unités confiées valorisée en Euros à hauteur du prix d'achat.

Calcul :

- Freinte (F) =  $[5‰] \times [\text{Somme des unités réceptionnées sur la période valorisée en Euros}]$
- Ecart compensés (E) =  $[\text{Somme des écarts de stock positifs et négatifs des unités valorisée en Euros}]$

3. Si  $F < \text{ou égal } E$  : La responsabilité de DACHSER est engagée au-delà de la freinte.

Si  $F > E$  : La responsabilité de DACHSER n'est pas engagée.

Les écarts d'inventaire compensés des plus et moins seront indemnisés par DACHSER à hauteur du prix d'achat hors taxe de chacun des articles dans la limite de 50 000 Euros par an.

## ARTICLE 7 – ASSURANCES

7.1 – Le Client a la possibilité de souscrire auprès de DACHSER une assurance « marchandises entreposées pour le compte de » pour les marchandises objet de la prestation logistique.

Cette assurance doit impérativement faire l'objet d'une acceptation préalable et écrite de DACHSER et ses assureurs sur les événements et les plafonds à garantir.

Toute souscription d'assurance sera assortie du paiement d'une prime. Le non-paiement des primes afférentes entraînera la non-exécution du contrat d'assurance et le non-versement des indemnités correspondantes.

A défaut de spécifications particulières, seuls les risques ordinaires (vol, incendie, dégâts des eaux et risques associés) seront assurés. En aucun cas, DACHSER agissant comme mandataire ne peut être considéré comme assureur.

7.2 – Marchandises exclues

Toute demande d'assurance sur un produit exclu à l'article 2, sera considérée comme nulle.

7.3 – En l'absence d'assurance « marchandises entreposées » souscrite auprès de DACHSER, le Client assure ses marchandises auprès d'une compagnie d'assurance de son choix et s'engage à fournir une attestation d'assurance tous les ans ainsi qu'en cas de changement d'assureur.

7.4 – Renonciation à recours

En l'absence d'assurance « marchandises entreposées » souscrite auprès de DACHSER, le Client et ses assureurs renoncent à tous recours en indemnisation contre DACHSER et ses assureurs, pour tous dommages matériels et immatériels atteignant les marchandises entreposées.

Par réciprocité, DACHSER et ses assureurs renoncent à tous recours en indemnisation contre le Client et ses assureurs pour tous les dommages matériels et immatériels atteignant les biens immobiliers dans lesquels les marchandises sont entreposées.

## ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉ

DACHSER demeure responsable des dommages matériels causés aux marchandises dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Toute indemnisation se fera à hauteur du prix d'achat des Produits, sous réserve de la fourniture par le Client des justificatifs correspondants.

DACHSER sera exonéré de toute indemnisation en cas de vice propre de la marchandise, défaut de déclaration et irrégularité administrative, dommages liés à une insuffisance d'emballages et/ou conditionnement, cas de grève et cas de force majeure.

## ARTICLE 9 – SECURITE ALIMENTAIRE

DACHSER a défini des mesures internes et s'engage auprès de ses clients à une meilleure sécurité des denrées alimentaires au cours de leur stockage. Ces mesures s'appuient sur les principes HACCP et reposent sur de bonnes pratiques dans ce domaine.

Le respect de la sécurité des produits alimentaires des clients et de la santé des consommateurs est un élément primordial.

DACHSER maintient la sécurité alimentaire et le respect des mesures suivantes : lieu de stockage sans odeur, propre (présentable et balayé), exempt de nuisibles et de moisissures, produits stockés conditionnés.

Dans le cadre d'un déploiement progressif de la méthode HACCP sur l'ensemble de son réseau, DACHSER met en place plusieurs actions et notamment :

- formation aux bonnes pratiques d'hygiène de l'ensemble de ses collaborateurs en agence
- mise en place documentaire (plan de nettoyage, manuel HACCP, ...)
- enregistrement des actions de nettoyage (véhicules, quai, équipements de manutention, bureaux, ...)
- audits (interne et externe)
- équipe de crise pour le rappel de produit - arrêt de livraison
- test de traçabilité.

En revanche, DACHSER :

- ne certifie pas l'absence de produits allergènes dans les marchandises stockées avec celles du Client,
- ne certifie pas l'absence de stockage de produits chimiques sur le site de stockage.

## ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PAIEMENT ET PENALITES DE RETARD

10.1 – Modalités de facturation

La facturation des prestations réalisées pour le compte du Client peut être dématérialisée conformément à l'article 289-VI du Code général des impôts. A

défaut de disposition particulière, le Client accepte que DACHSER recourt à la facturation électronique.

10.2. - Le service Cargoclix est facturé à chaque utilisation ou réservation.

10.3. DACHSER facture au Client des frais administratifs en cas de non-recours par le Client au système facturation automatique de DACHSER.

10.4 – Modalités et conditions de paiement

Les prestations réalisées donneront lieu à une facturation unique et mensuelle par DACHSER au CLIENT.

Les prestations seront payables à 30 jours suivant la date d'émission de facture. Le règlement effectué par virement devra être reçu par DACHSER au plus tard le jour de leur échéance.

Toute compensation entre le montant des dommages allégués et le prix des prestations dues est interdite en application de l'article 1347 du Code Civil.

10.5 – Pénalités pour retard de paiement

Toute somme due, versée après la date d'échéance figurant sur la facture entraînera de plein droit le versement de pénalités.

Le taux d'intérêt de retard sera celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente, majoré de « 10 » points de pourcentage.

Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire (Art L. 441-10- II du Code de Commerce).

10.6 – Indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement

Toute situation de retard de paiement donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

10.7 – Toute inexécution des obligations par le client, notamment tout retard dans le règlement des factures, fera l'objet d'une pénalité de 15% calculée sur le montant du principal au titre de l'article 1231-5 du Code civil.

## ARTICLE 11 – PRIVILEGE

Quelle que soit la nature des prestations réalisées, DACHSER bénéficie d'un privilège sur toutes les marchandises et matériels confiés par le client et ce, en garantie de la totalité des créances sur le client (factures, intérêts, frais engagés...).

## ARTICLE 12 – PRESCRIPTION

En application de l'article 2254 du code Civil, le délai de prescription est d'un an.

## ARTICLE 13 – MODALITÉS DE RÉSILIATION

Chacune des parties pourra mettre un terme à la relation établie ou au contrat de manière unilatérale et sans justification nécessaire en respectant un préavis de (8) huit mois avant la date d'expiration de la période. La décision de résilier unilatéralement devra être notifiée à l'autre partie par envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception notifiée selon les dispositions de l'article 20.

Il pourra en outre être mis un terme au contrat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception notifiée selon les dispositions de l'article 20, moyennant un délai de préavis réduit à (3) trois mois en cas de faute grave ou lourde, telle que définie par la jurisprudence, dans l'exécution de ses obligations par l'une ou l'autre des Parties, après mise en demeure relatant précisément des griefs opposés à la partie défaillante notifiée selon les modalités de l'article 20 et s'il n'a pas été remédié aux griefs par la partie défaillante dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ladite mise en demeure,

Pendant la durée de préavis, les parties s'engagent à maintenir l'économie du contrat.

Sauf cas de faute grave ou lourde de DACHSER, toute résiliation par le Client pourra donner lieu au remboursement des investissements engagés par DACHSER pour la mise en œuvre et dans le cadre de la prestation ; le Client s'engage à rembourser l'ensemble de ces investissements, à la valeur nette comptable résiduelle, à première demande de DACHSER, ainsi que le cas échéant, les frais de démarrage de la prestation.

Il est expressément stipulé que, sous réserve des éventuelles dispositions d'ordre public en vigueur, dans le cas où le Client se trouverait en cessation de paiement, en redressement judiciaire ou en cas de liquidation, DACHSER aura la faculté de résilier le Contrat de plein droit sans nécessité d'une constatation judiciaire après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

## ARTICLE 14 – FORCE MAJEURE ET CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE

14.1 – Il est expressément convenu entre les parties que DACHSER n'est pas responsable des dommages, retards ou manquements dans la réalisation des prestations confiées par le Client causés par des événements relevant de la force majeure telle que définie par la loi et les Tribunaux français, en ce compris, le cas échéant, la non-atteinte de taux de performance (KPI).

Le Client renonce expressément à toute demande de versement d'indemnité et/ou pénalité de quelque nature auprès de DACHSER à ce titre, en ce compris, le cas échéant, l'application de pénalités ou de malus pour non atteinte de taux de performance (KPI).

La force majeure ne suspend l'exécution de ses obligations contractuelles par la Partie qui l'invoque que dans la mesure et pendant le temps où elle est empêchée de les exécuter. Chaque Partie supporte la charge de tous les frais qui lui incombent et qui résultent de la survenance du cas de force majeure.

La Partie affectée par un cas de force majeure en avise immédiatement l'autre partie par fax ou mail confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception en produisant toutes justifications utiles.

L'autre Partie se réserve le droit de vérifier et de contrôler la réalité des faits. La Partie qui invoque un cas de force majeure met tout en œuvre pour réduire autant que possible les effets dommageables résultant de cette situation.

Dans le cas où un événement de force majeure persisterait plus de trente (30) jours à compter de sa survenance, les parties acceptent d'engager des discussions en vue de modifier les termes du contrat afin d'en tenir compte. Si elles ne parviennent pas à un accord, le contrat pourra être résilié de plein droit sans indemnité de part et d'autre, à l'initiative d'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

14.2 – Il est expressément convenu entre les parties, que toutes les dispositions relatives à la force majeure telles qu'énoncées ci-dessus s'appliqueront en cas de dommages, retards ou manquements de DACHSER dans la réalisation des prestations confiées par le Client en ce compris, le cas échéant, la non atteinte de taux de performance (KPI), causés par des événements relevant de crises sanitaires et/ou de pandémie ainsi que toutes les mesures prises ou ordonnées par les autorités officielles, en relation avec ces événements.

DACHSER pourra ajuster de manière cohérente ses conditions tarifaires et d'exploitation. Le Client renonce expressément à toute demande de versement d'indemnité et/ou pénalité de quelque nature auprès de DACHSER à ce titre, en ce compris, le cas échéant, l'application de pénalités ou de malus pour non atteinte de taux de performance (KPI).

## ARTICLE 15 – EMBARGO

DACHSER exécute ses obligations en respect des dispositions légales et aux exigences officielles françaises et internationales relatives à la sécurité et à la traçabilité des opérations commerciales et/ou de la chaîne de transport, et notamment du respect des règles d'embargo européennes et américaines.

Le Client affirme expressément connaître et se conformer à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives à son activité, notamment en matière de commerce extérieur et de douane et à ce titre, respecte les règles d'embargo sur les marchandises, les pays, les personnes et les organisations. Tous les envois expédiés sont présumés par DACHSER comme ayant fait l'objet de toutes les vérifications nécessaires de la part du Client pour s'assurer des leurs conformités avec ces règles.

## ARTICLE 16 – CONFORMITES

DACHSER France et ses collaborateurs se sont engagés à une conduite professionnelle et honnête au sein d'une concurrence mondialisée, incluant le respect des dispositions juridiquement contraignantes aux niveaux national et international et des principes éthiques, et comptent sur le même engagement de la part de leurs partenaires commerciaux, lesquels devront se comporter, eux aussi, de manière équitable, intègre et loyale. Plus particulièrement, aucune pratique de corruption ou de fraude ne sera acceptée.

En conséquence, le Client déclare avoir pris connaissance du Code de conduite DACHSER consultable sur le site [dachser.com](http://dachser.com) et certifie au nom de ses préposés et sous-contractants agir en conformité avec ces principes. En cas de violation de cette clause DACHSER se réserve la possibilité de revoir les contours de sa relation commerciale avec le Client.

## ARTICLE 17 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

DACHSER fournit ses prestations en conformité avec la législation française relative à la protection des données personnelles (Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) et le règlement général (UE) 2016/679 sur la protection des données (RGPD-UE), dans sa version en vigueur. DACHSER n'est pas un sous-traitant au sens de la loi française sur la protection des données ou du règlement général RGPD-UE. Les données à caractère personnel et d'autre nature fournies à DACHSER par le Client sont exclusivement utilisées pour l'exécution des obligations contractuelles (transport, livraison, entreposage, par exemple), sauf s'il en a été convenu autrement dans un accord séparé entre les parties. Pour assurer nos prestations, il peut parfois s'avérer indispensable pour DACHSER de transmettre certaines de vos données à caractère personnel (à des sous-traitants, des filiales de DACHSER, des autorités, des douanes, par exemple). Les détails relatifs à l'utilisation des données à caractère personnel sont fixés dans le document « Déclaration de protection des données ». Le Client doit confirmer qu'il a bien reçu ce document de la part de DACHSER. Ces détails peuvent par ailleurs être consultés à tout moment sur le site [www.dachser.com](http://www.dachser.com).

Le Client assure ses propres prestations contractuelles également en accord avec la législation française relative à la protection des données personnelles (Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978) et le règlement général RGPD-UE. Le Client s'assure en particulier que les données à caractère personnel qu'il transmet à DACHSER peuvent être légalement utilisées par DACHSER dans la mesure

décrite ci-dessus conformément au sens et aux fins qui y sont définis. Cela s'applique également lorsque ces données n'ont pas été directement collectées auprès de la personne concernée. DACHSER peut de ce fait, sans autre examen de sa part, considérer légitime l'utilisation des données à caractère personnel transmises par le Client dans la mesure décrite ci-dessus. Le Client dégage DACHSER de toute revendications de tiers en lien avec une utilisation dans la mesure décrite ci-dessus – en particulier de toute prétention basée sur les lois de protection des données françaises ou sur le règlement général RGPD-UE, ainsi que d'autres prétentions des autorités de surveillance.

### ARTICLE 18 – CESSIION DE DROITS

Aucune des parties ne pourra transférer ou céder, en totalité ou en partie, à titre gracieux ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, et ce y compris en cas de cession de fonds de commerce, de cession de branche d'activité ou de cession partielle d'actifs, ses droits et obligations au titre des présentes sans avoir informé au préalable et par écrit l'autre partie notifiée selon les dispositions de l'article 20, à l'exception de tout transfert ou cession par DACHSER au profit de sociétés appartenant au Groupe DACHSER, ce à quoi Client déclare par avance consentir.

La société bénéficiaire ou cessionnaire des droits résultant des présentes en sera réputée signataire et le cédant restera solidairement tenu de l'ensemble du contrat.

### ARTICLE 19 – CYBERISQUES

Les parties conviennent expressément qu'en cas de cyberattaque ou tentative de cyberattaque, DACHSER ne pourra être tenu pour responsable de tous dommages, pertes ou frais en résultant directement ou indirectement. Ainsi, toutes les dispositions relatives à la force majeure telles qu'énoncées ci-dessus s'appliqueront en cas de cyberattaque ou de tentative de cyberattaque et ce pendant toute la durée de l'événement et pour la durée de sécurisation informatique consécutive à celui-ci.

### ARTICLE 20 – SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le Client et DACHSER sont libres de convenir d'une signature écrite ou électronique de tous documents contractuels y compris les présentes conditions générales de vente.

Tout ajout ou modification de tous documents contractuels doit être fait par écrit ou au moyen d'une signature électronique, conformément au règlement européen eIDAS (par exemple DocuSign). Le mode de signature électronique devra se conformer aux exigences du règlement eIDAS.

### ARTICLE 21 – ELECTION DE DOMICILE ET NOTIFICATIONS

Les parties élisent domicile, pour les besoins des présentes à leur siège social respectif.

DACHSER et le Client s'engagent mutuellement à informer l'autre partie de tout changement de situation du siège social.

Toute Notification à intervenir en application des présentes sera faite, au choix du notifiant, sauf exigence expresse d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- ✓ par lettre recommandée avec accusé de réception, ou
- ✓ par lettre remise en mains propres, ou
- ✓ par exploit d'huissier, ou
- ✓ par email ayant donné lieu à la remise par son destinataire d'un accusé de réception, à des adresses notifiées à l'autre Partie.

Une Notification sera réputée réalisée :

- ✓ par lettre recommandée avec accusé de réception : à la date de première présentation,
- ✓ par lettre remise en mains propres : à la date de la remise,
- ✓ par exploit d'huissier : à la date de l'exploit,
- ✓ par email : à la date d'accusé réception de l'email.

### ARTICLE 22 – DROIT APPLICABLE, MODES AMIABLES ET TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

Les présentes Conditions Générales de Vente et les relations contractuelles entre les Parties sont soumises au droit français.

DACHSER et le Client conviennent que tout différend relatif à leur exécution ou leur interprétation, à l'exception de tous litiges relatifs à l'obligation de paiement du CLIENT, devra faire l'objet d'une recherche d'accord amiable préalable, au moyen d'un mode alternatif de règlement des conflits, à savoir :

- soit une médiation conformément au règlement de médiation du CMAP - Centre de médiation et d'arbitrage de Paris - près la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France (<https://www.cmap.fr/le-cmap/reglement-de-mediation/>) dont les parties ont eu connaissance et auquel elles déclarent adhérer,

- soit un processus collaboratif conformément à la Charte de l'Association française des Praticiens du Droit Collaboratif (AFPDC) <https://www.droit-collaboratif.org/article/charte-25>)

En cas de différend, la Partie la plus diligente devra exposer la nature de la difficulté rencontrée et proposer la mise en œuvre d'un mode alternatif de règlement des conflits ci-dessus par lettre notifiée à l'autre Partie dans les conditions de l'article 20.

Le différend ne sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de la Roche-sur-Yon qu'à défaut d'accord amiable.

#### DACHSER France

Siège Social

1, Avenue de l'Europe – CS 80007 – LA VERRIE – 85130

CHANVERRIE

Tél. : 02 51 66 54 10 / Fax : 02 51 66 10 86

E-Mail : [info@dachser.fr](mailto:info@dachser.fr)

Internet : [www.dachser.fr](http://www.dachser.fr)

Date :

Le Client :

Signataire :

Fonction :

Signature: